PROGRAMME DES 18 PARTIS POLITIQUES FÉDÉRAUX

1. INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES ET MÉDIAS.

1. Animal alliance environnement voters : Instaurer un système électoral mixte (semi-proportionnel).

2. Bloc québécois : Se positionner en faveur du républicanisme, c'est-à-dire en faveur des principes de souveraineté du peuple et de valeurs humanistes comme l'égalité, la liberté et la laïcité ; s'opposer à la signature de la constitution canadienne par le Québec ; défendre systématiquement les intérêts communs des Québécois à la chambre des communes ; abolir la monarchie ; exiger la fin des violations des juridictions provinciales par le gouvernement fédéral concernant les municipalités.

3. Forces et démocratie : Promouvoir une participation démocratique plus grande ; favoriser la relation de chaque député avec les intérêts de sa région plutôt qu'à une ligne de parti générale.

4. Nouveau parti démocratique : --

5. Parti action canadienne : Transformer les institutions afin que le Canada devienne une démocratie réellement participative ; abolir le lobbying en mettant sur pied des comités neutres chargés de considérer les propositions des différents groupes sociaux ; abolir les contraintes parlementaires qui renforcent la ligne de parti ; abolir la possibilité pour le gouvernement de créer des projets de loi omnibus traitant de plusieurs sujets en même temps ; instaurer un mécanisme permettant de changer de président d'une chambre avec le tiers des voix s'il agit d'une manière partisane ; instaurer un mécanisme de rappel du premier ministre par une requête de 25% de l'électorat ; instaurer un mécanisme de rappel du gouvernement avec 51% et plus de l'électorat ; instaurer un mode de scrutin proportionnel ; protéger davantage la liberté de presse.

6. Parti communiste : Combiner la démocratisation de la société à la souveraineté économique ; introduire une nouvelle constitution formulée par une assemblée constituante ; inclure dans la constitution que tout le pouvoir dérive du peuple, et ce, à tous les niveaux de gouvernement ; inclure dans cette nouvelle constitution un partenariat égal entre les francophones, les anglophones et une extension des droits des nations amérindiennes ; donner un droit de veto aux nations amérindiennes au sein d'une deuxième chambre ; remplacer le sénat par une chambre des nationalités avec une composition égale de francophones, d'anglophones et une représentation significative des nations amérindiennes, des Acadiens et des Métis ; élire la chambre des communes au scrutin proportionnel ; prendre des mesures pour mettre fin au monopole des médias par les grandes entreprises et renforcer le contrôle de la population sur les différents médias.

7. Parti conservateur : Renforcer les pénalités liées à la corruption, protéger de toutes représailles ceux qui dévoilent des affaires de corruption ; s'opposer au financement des partis par vote ; assurer une saine gestion financière en renforçant les vérifications internes, le vérificateur du Conseil du trésor et le vérificateur général ; permettre le vote libre des députés selon leur conscience sauf pour les votes qui concernent le budget ; faire élire les sénateurs et s'assurer que toutes les régions sont représentées ; conserver le système électoral actuel et exiger un référendum national pour tout changement apporté à celui-ci.

8. Parti de l'héritage chrétien : Retirer le droit de vote aux prisonniers ; laisser les provinces choisir et élire des sénateurs ; lier un certain nombre de sénateurs à des régions ; limiter l'intervention du CRTC à l'administration des fréquences et à la maximisation de l'accès public ; donner le mandat à Radio-Canada-CBC de valoriser notre héritage canadien.

9. Parti libéral : Créer des comptes individualisés et sécurisés pour les Canadiens qui veulent avoir accès à l'information et à leurs documents plus facilement ; créer un guichet unique pour tous les services gouvernementaux ; effectuer une analyse indépendante de la qualité et de la rapidité des services gouvernementaux ; créer un conseil consultatif jeunesse du premier ministre composé de jeunes de 16 à 24 ans destiné à fournir des conseils non-partisans à celui-ci ; utiliser les nouvelles technologies pour incorporer davantage les apports des citoyens portant sur les politiques du gouvernement ; collaborer avec Élection Canada et les provinces pour inscrire les jeunes sur la liste électorale pendant leurs études secondaires de manière plus proactive ; réformer le sénat ; créer une commission indépendante qui organisera les débats des chefs au cours des campagnes et qui mettra fin aux manœuvres électorales entourant ceux-ci .

10. Parti libertarien : Opposition à toute forme de restriction dans les dépenses en faveur d'un parti politique ; permettre le rappel d'élus en cas de pétition d'un nombre déterminé de personnes ; permettre aux électeurs de voter sur n'importe quelle mesure (initiative populaire) en période d'élection en cas de pétition d'un nombre déterminé de personnes (tant que la mesure respecte la constitution) ; opposition à tout

contrôle gouvernemental d'Internet, de la télévision et de la radio ; abolition de Radio-Canada, CBC et des organismes qui encadrent les médias.

11. Parti marijuana : --

12. Parti marxiste-léniniste : Fonder l'écriture d'une nouvelle constitution sur le principe de la souveraineté populaire ; proclamer une nouvelle constitution enchâssant les droits et les devoirs des citoyens sans discrimination fondée sur la langue, la race, l'origine nationale, la religion, le sexe, le style de vie, les capacités, l'âge ou la richesse ; remplacer Élections Canada par une Commission électorale élue et des Comités électoraux élus chargés de garantir les droits fondamentaux des électeurs et de subordonner les élus aux électeurs ; inscrire le droit de révoquer les élus et le droit du peuple à l'initiative populaire dans une nouvelle constitution.

13. Parti pirate : Créer un organisme chargé de surveiller l'aboutissement des promesses électorales des partis élus ; étendre les pouvoirs de la commission électorale afin d'enquêter en profondeur et poursuivre tout parti ne respectant pas les lois électorales ; faciliter les petits candidats dans les règles entourant leur collecte de fonds ; restaurer le principe du financement par vote pour donner la chance aux tiers-partis ; assurer un temps égal de publicité pour tous les partis dans les médias principaux pendant la période d'élection ; implanter un mode de scrutin proportionnel ; s'opposer à toute forme de vote en ligne ; assurer un accès sans entraves aux infrastructures de télécommunications pour les fournisseurs de services indépendants afin de favoriser une concurrence plus large ; réformer le CRTC pour prévenir toute forme d'abus en limitant l'accès de l'industrie de la télécommunication à une minorité ; financer des câbles sous-marins vers l'Europe et l'Asie pour éviter d'être dépendant des États-Unis et de sa législation concernant Internet.

14. Parti pour la responsabilisation, la compétence et la transparence : Permettre aux électeurs de voter directement sur les projets de loi de manière électronique et obliger les représentants élus à appliquer ce que la majorité a décidé sur chaque sujet ; obliger la démission immédiate de tout représentant élu qui ne vote pas en fonction de ce que le peuple a décidé sur des plateformes de démocratie directe ; formaliser et encadrer les interventions publiques sur le budget pour en faire un processus politique dont le gouvernement devra réellement tenir compte ; combattre la corruption par la transparence, c'est-à-dire grâce à un accès le plus complet possible à l'information du gouvernement ; élaborer une nouvelle législation anti-corruption afin de prévenir ce phénomène en le traitant comme un crime grave ; éliminer l'immunité légale des élus ; resserrer les règles et la surveillance concernant le financement des partis afin qu'ils appartiennent davantage à leurs électeurs ; éliminer toute forme de lobbying en interdisant les contacts directs entre les élus et des organisations qui pourraient influencer leurs activités législatives et leurs décisions ; obliger les élus à suivre un cours concernant les affaires publiques et leur faire passer un examen périodique avant et pendant leur mandat au parlement ; instaurer un mécanisme de rappel d'élus où le représentant perdant l'appui de ses électeurs est remplacé par celui étant arrivé deuxième lors des élections ; reconnaître que le sénat n'est pas une institution démocratique et le remplacer par une deuxième chambre élue ou bien l'éliminer ; donner un accès égal aux médias à tous les partis pendant les périodes électorales ; permettre le vote en ligne tout en permettant à ceux qui veulent voter en version papier de le faire ; remplacer le mode de scrutin actuel par un système de représentation proportionnelle ; briser les oligopoles dans le secteur des télécommunications ; faire de l'accès universel à Internet un droit fondamental.

15. Parti progressiste : Conserver le statut de monarchie constitutionnelle ; limiter les pouvoirs du gouvernement central par de nombreuses institutions (compagnies, médias, syndicats).

16. Parti rhinocéros : Instaurer une loterie qui choisirait au hasard les sénateurs ; privatiser la reine du Canada.

17. Parti uni du Canada : Empêcher qu'un ministre ou un sénateur puisse légiférer dans un domaine où il a un intérêt financier quelconque ; renforcer les pouvoirs et la transparence des commissaires à l'éthique ; empêcher qu'un lobbyiste puisse travailler dans la fonction publique sans un départ définitif de sa fonction précédente, ou qu'il puisse devenir membre d'un cabinet de ministre ; empêcher qu'un lobbyiste puisse devenir membre d'un cabinet de ministre ; empêcher tout cadeau de lobbyiste visant à influencer le gouvernement, incluant les voyages payés ; obliger un délai de deux ans pour que tout ministre puisse devenir lobbyiste après son mandat ; s'assurer que les nouveaux membres du Sénat soient désormais choisis par l'ensemble du parlement ; faire choisir le gouverneur général par un groupe de personnes élues parmi des personnes suggérées par le pouvoir judiciaire ; mettre fin aux prix abusifs d'Internet.

18. Parti vert : Utiliser les logiciels libres au sein de l'administration publique ; financer davantage l'expertise scientifique des différents ministères ; combattre la corruption en protégeant davantage les

dénonciateurs, en élaborant une nouvelle loi sur la transparence et en introduisant des mécanismes de plaintes efficaces ; renforcer l'indépendance et le mandat des différentes instances de surveillance comme le vérificateur général ; donner une plus grande liberté aux organismes non-gouvernementaux pour participer à la défense d'une cause tout en conservant leurs statuts et leur capacité à recevoir des dons déductibles d'impôt ; obliger la déclaration de toutes les activités de lobbying officielles ou non-officielles ; couper de moitié le budget du bureau du 1^{er} ministre ; éliminer tout système qui permet de faire fi au sein des partis du processus de sélection des candidats ; introduire une formation obligatoire en éthique pour les députés et leurs employés ; abolir le mode de scrutin actuel et créer une assemblée citoyenne chargée de faire des recommandations pour un nouveau mode de scrutin ; réduire le dépôt du candidat obligatoire de 1000\$ pour inciter davantage de Canadiens à participer à la vie politique ; assurer une plus grande largeur de bande aux stations indépendantes par l'intermédiaire du CRTC ; limiter la concentration de la propriété médiatique au Canada et créer une commission indépendante à ce sujet ; militer pour une plus grande neutralité d'Internet et favoriser économiquement les petits fournisseurs ; assurer un financement stable à Radio-Canada et CBC et annuler les compressions.

2. RELATIONS INTERNATIONALES ET AFFAIRES MILITAIRES

Animal alliance environment voters : --

Bloc québécois : Défendre la résolution pacifique des conflits comme une valeur partagée par la nation québécoise ; participer activement à la réalisation des objectifs du millénaire de l'ONU visant à combattre et éliminer les grandes injustices présentes sur notre planète ; s'opposer à toute utilisation partisane de l'aide internationale pour des motifs commerciaux ou politiques ; créer des liens internationaux pour permettre au Québec d'acquiescer son indépendance ; favoriser le multilatéralisme sur le plan international ; permettre au Québec en tant que nation de prendre part pleinement aux institutions internationales pour défendre ses droits et nouer des liens politiques, culturels et sociaux.

Forces et démocratie : --

Nouveau parti démocratique : --

Parti action canadienne : Restaurer la souveraineté du Canada en menant une politique qui favorise notre autonomie ; réexaminer de manière approfondie la coopération militaire liée aux États-Unis suite aux événements du 11 septembre et les guerres qui y sont liées.

Parti communiste : Promouvoir le pacifisme et le principe de non-agression ; cesser les actions impérialistes du Canada au sein de l'OTAN ; promouvoir un désarmement global des États ; s'opposer au militarisme et à l'augmentation des dépenses militaires ; s'opposer à l'attitude belliciste du Canada et des États-Unis envers la Syrie ; s'opposer à l'impérialisme sous toutes formes et principalement celui des États-Unis dans le contexte actuel ; promouvoir activement la résistance au capitalisme à l'échelle internationale.

Parti conservateur : Favoriser l'alliance avec les États-Unis et participer aux opérations de sécurité internationale ; financer de manière importante l'armée canadienne pour la moderniser ; assurer un travail aux réservistes une fois leur fonction terminée ; assurer la souveraineté du Canada sur les eaux territoriales des trois océans qui l'entourent ; renforcer la présence du Canada dans l'Arctique.

Parti de l'héritage chrétien : --

Parti libéral : Planifier et accueillir un sommet trilatéral avec les États-Unis et le Mexique ; créer un Cabinet pour superviser et gérer les relations avec les États-Unis où siègerait notre ambassadeur à Washington ; établir une meilleure coopération politique avec les États-Unis sur la base d'échanges fréquents ; oeuvrer à un accord continental sur les questions environnementales.

Parti libertarien : Adopter une politique de non-intervention à l'international et rejet de toute forme d'impérialisme ; rejet de toute forme de coopération militaire qui n'est pas directement motivée par la protection des citoyens canadiens ; diminuer des dépenses concernant les capacités offensives de l'armée canadienne et se concentrer sur les capacités défensives ; retrait immédiat de l'armée canadienne de tout conflit armé ; refus de toute forme de conscription ou d'obligation de servir pour son pays ; cessation de toute forme d'aide à un gouvernement étranger ; réduction drastique de la représentation diplomatique du Canada dans le monde ; rejet de toute forme d'immunité diplomatique ; retrait de l'ONU ; retrait de toute organisation internationale diminuant la liberté des Canadiens.

Parti marijuana : --

Parti marxiste-léniniste : Favoriser la coexistence pacifique des nations par l'application du principe de non-ingérence et de non-intervention ; retrait immédiat du Canada de l'Otan et de la Norad ; s'opposer aux pressions économiques et politiques exercées contre certains pays ; promouvoir la démocratisation de l'ONU en se fondant sur le principe que tous les pays, petits ou grands, sont égaux.

Parti pirate : --

Parti pour la responsabilisation, la compétence et la transparence : Avoir une approche plus neutre et équilibrée concernant les conflits militaires qui concernent d'autres pays ; Supporter militairement les seules actions autorisées par le Conseil de Sécurité de l'ONU ; faire du Canada un pays d'avant-garde concernant la lutte contre la pauvreté au niveau international ; lutter activement contre les organisations criminelles internationales, la prolifération des armes, les génocides et le totalitarisme.

Parti progressiste : Faire du Canada un « gardien de la paix » plutôt qu'un État interventionniste ; augmenter le niveau de l'aide internationale ; renforcer la souveraineté du Canada.

Parti rhinocéros : --

Parti uni du Canada : Promouvoir le désarmement nucléaire mondial ; mettre sur pied des enquêtes approfondies concernant la collusion et la torture liées à la guerre en Irak ; augmenter le salaire des employés des forces armées ;

Parti vert : Réviser la participation du Canada à l'Otan et au Norad pour s'assurer qu'elles ne correspondent pas à des buts guerriers et impérialistes ; militer à l'international pour un désarmement nucléaire mondial et pour l'interdiction de vente de ce type de matériel ; militer pour la reconversion des industries militaires ; s'opposer à l'utilisation des institutions publiques canadiennes pour le développement de la technologie militaire ; réduire de 30% les 2.7 milliards dépensés par le ministère de la Défense chaque année pour les contrats avec le secteur privé ; réorienter l'armée canadienne vers la participation aux opérations de paix et d'aide aux sinistrés tout en diminuant les autres types d'interventions ; s'opposer au recours à la responsabilité de protéger pour obliger les nations à accepter des secours d'urgence ; créer un ministère de la paix et de la sécurité ; augmenter l'aide humanitaire jusqu'à 0.7% du PIB et prioriser les pays les plus pauvres ; augmenter l'aide concernant la fourniture des besoins de base en eau et en hygiène ; engager 400 millions dans le budget de 2015 et 2016 pour la transition énergétique des pays en voie de développement ; adopter une diplomatie plus indépendante et moins alignée sur les États-Unis ; militer pour la mise en place d'accords environnementaux substantiels et pour protéger toutes les formes de vie à l'échelle mondiale ; promouvoir une taxe sur les transactions financières comme priorité diplomatique ; reconnaître que la surpopulation mondiale est un réel problème et militer pour des solutions démocratiques qui s'attaquent aux causes (principalement la pauvreté) ; augmenter les ressources allouées à l'ONU par le Canada ; placer l'OMC, le FMI et la Banque mondiale sous l'autorité de l'ONU ; lancer le débat sur le principe d'une ONU bicamérale avec une Assemblée élue directement à l'échelle mondiale ; soutenir la réforme démocratique du Conseil de sécurité de l'ONU par la suppression du droit de veto et une représentation plus équilibrée des pays du Sud ; défendre une aire protégée mondiale dans l'Arctique renforcer la souveraineté du Canada dans l'Arctique par des projets d'infrastructure communautaire, de recherche scientifique et de cultures plutôt que militaires.

3.ÉCONOMIE, FISCALITÉ ET TRAVAIL :

AAEV : Favoriser une économie à état stationnaire (sans croissance ni décroissance) ; garantir un revenu de citoyenneté décent à tous ; diminuer les écarts de richesses.

Bloc québécois : Défendre la solidarité collective ; lier développement économique à qualité de vie et à la protection de l'environnement ; rapatrier les agences de développement régional au Qc et bonifier leurs ressources ; rapatrier le programme d'assurance-emploi et limiter son utilisation à d'autres fins ; supporter les droits syndicaux et la formule Rand ; mettre en œuvre un programme d'impôt unique géré par le gouvernement du Qc ; soutenir la retraite à 65 ans avec prestations décentes.

Forces et démocratie : Prendre en compte les spécificités régionales pour organiser le développement économique ; lier la signature d'accords économiques internationaux à des balises humaines et à l'intérêt et l'implication des différentes régions ; freiner l'exode rural en finançant plus d'opportunités pour les familles.

Nouveau parti démocratique : Créer des emplois pour la classe moyenne, investir davantage dans l'économie et la technologie verte ; abaisser le taux d'imposition de 11 à 9% pour les petites entreprises ; défendre l'âge de la retraite à 65 ans ; renforcer le régime public des pensions et protéger les régimes privés ; opposition à la privatisation de la poste.

Parti action canadienne : Réinstaurer la Banque du Canada afin qu'elle puisse contrôler entièrement la création de la monnaie et sa souveraineté sans dettes illégitimes ; financer les projets économiques grâce au contrôle de celle-ci ; limiter les activités des banques privées ; retirer le Canada de l'ALENA et des autres accords de ce type ; opposition à la mondialisation néolibérale; réduire l'impôt sur le revenu personnel au

profit de l'augmentation de l'impôt sur les entreprises ; retirer tout âge obligatoire pour la retraite sans diminuer les bénéfices liés aux pensions.

Parti communiste du Canada : Opposition active aux mesures d'austérité récentes, dont la privatisation de la poste ; accroître le nombre de coopératives ; opposition au capitalisme à l'échelle internationale ; opposition aux politiques du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC ; nationaliser les principaux moyens de production afin d'en redistribuer les richesses ; favoriser la démocratie sur les lieux de travail et le syndicalisme non-corporatiste ; augmenter substantiellement le salaire minimum ; garantir à chacun un emploi par des investissements massifs ; diminuer le nombre d'heures de travail par semaine sans diminution de salaire ; nationaliser les moyens de production principaux et des ressources naturelles ; augmentation des pensions ; viser le communisme et l'abolition des classes sociales.

Parti conservateur : Intervenir de manière limitée dans l'économie ; limiter les services offerts aux Canadiens à ceux qui ne peuvent être offerts de manières plus efficaces et efficaces par le secteur privé et privatiser les autres ; limiter les dépassements budgétaires à des cas exceptionnels ; allouer les excédents au remboursement de la dette pour atteindre le seuil de 20% du PIB ; évaluer davantage les programmes du gouvernement ; favoriser le libre-échange à l'échelle internationale ; assouplir les règles qui permettent aux compagnies étrangères de s'approprier des biens canadiens ; diminuer les tracasseries administratives des entreprises ; diminuer les subventions aux entreprises ; favoriser les partenariats public-privé ; investir davantage dans le Grand Nord et les territoires ; encadrer davantage les syndicats et le recours à la grève ; diminuer l'impôt des particuliers et le nombre de tranches d'imposition ; diminuer l'imposition des entreprises.

Parti de l'héritage chrétien : Réinstaurer la Banque du Canada dans son rôle de créatrice de la monnaie et d'agence de contrôle des banques privées ; faire des prêts sans intérêt aux provinces pour qu'elles financent leurs infrastructures ; faire de la réduction de la dette la priorité du gouvernement ; financer massivement les infrastructures au niveau national ; rendre plus restrictive l'aide aux sans-emplois ; créer un impôt à taux unique et diminuer le taux d'imposition ; viser l'élimination de l'impôt sur le revenu au profit des taxes sur les biens et services ; permettre de calculer l'impôt sur le revenu sur la base du foyer fiscal ; Remplacer les plans de pension actuels par un portfolio d'investissement adapté à chaque travailleur.

Parti libéral : Rendre l'Agence de revenu du Canada plus transparente et au service des Canadiens ; offrir de remplir des rapports d'impôt pour les revenus faibles où les situations stables ; réduire les barrières commerciales en général dans les échanges internationaux et en particulier avec les États-Unis ; éliminer les allègements fiscaux donnés aux plus riches sous le gouvernement conservateur ; réduire les impôts de la classe moyenne de 7% et introduire une nouvelle tranche d'imposition de 33% pour les revenus de plus de 200 000\$; Annuler le plan des conservateurs de mettre fin à la livraison du courrier à domicile.

Parti libertarien : Abolition de la Banque du Canada et de tout contrôle monétaire ; de toute aide aux entreprises ; de toute barrière protectionniste ; de toute forme d'aide aux sans-emplois ; des lois qui limitent et encadrent les conditions de travail ; du salaire minimum ; de la taxation des entreprises ; réduction drastique des taxes et impôts pour les remplacer par le principe de l'utilisateur-payeur ; réduction de l'impôt fédéral à un taux maximum de 15% et augmenter l'exemption d'impôt personnelle à 17 300\$; éliminer tous les crédits d'impôt et les remplacer par quatre exemptions additionnelles de 4000\$ chacune (enfants, personnes âgées, étudiants et handicapés) ; ne pas criminaliser l'évasion fiscale ; opposition générale à la redistribution des richesses.

Parti marijuana : --

Parti marxiste-léniniste : Planifier davantage l'économie afin de parvenir à une société sans classes sociales ; nationalisation de toutes les banques et des autres institutions financières ; financer massivement les programmes sociaux pour réduire les inégalités ; cesser les dépenses gouvernementales qui favorisent les riches.

Parti pirate : Assurer un accès complet à l'information pour les consommateurs et les acteurs économiques ; abolir les crédits d'impôt et les remplacer par un revenu de citoyenneté visant à éliminer la pauvreté ; limiter le pouvoir des grandes entreprises en limitant la portée de leurs brevets et propriétés intellectuelles.

Parti pour la responsabilisation, la compétence et la transparence : Protéger davantage les consommateurs grâce à des organismes gouvernementaux chargés d'assurer la qualité, de combattre les oligopoles et de mettre fin aux autres pratiques douteuses ; limiter les taux d'intérêt sur les cartes de crédit ; introduire dans un cadre législatif que le budget doit être balancé afin de diminuer la dette ; soumettre l'adoption des accords commerciaux internationaux à des processus démocratiques ; indexer le salaire des employés du gouvernement et compenser les pertes de salaire passées ; stimuler l'économie par des

investissements importants ; interdire les grèves dans le secteur de l'éducation ; remodeler et simplifier l'imposition des Canadiens pour éliminer les failles qui profitent aux riches et aux grandes compagnies et assurer un meilleur support aux plus démunis.

Parti progressiste : Viser le paiement de la dette réelle d'ici 25 ans ; encourager les consommateurs à acheter d'entreprises locales ; créer un organisme chargé de surveiller les dépenses dans les programmes sociaux ; favoriser davantage les petites entreprises ; faire de l'égalité des chances un principe de base du gouvernement.

Parti rhinocéros : Doubler les salaires de tous les Canadiens tout en diminuant leur impôt de moitié.

Parti uni du Canada : Opposition au contrôle de l'économie par les banques privées et les grandes entreprises ; assurer qu'un minimum de 50% de la nouvelle monnaie créée sera gouvernementale et ne pourra être liée à des intérêts ; modifier la Loi sur les banques afin d'exiger que les banques privées et les autres institutions financières soient obligées de maintenir des réserves d'argent de la banque du Canada ; renforcer les régulations existantes pour limiter les frais spéciaux des banques et autres pratiques injustes ; créer une nouvelle agence fédérale visant à donner de meilleures informations pour les consommateurs, de meilleurs mécanismes de plaintes, etc ; obliger l'étiquetage des OGM, du poisson d'élevage, des régions d'origines ; rendre les importateurs responsables du coût de l'inspection de leurs produits ; renforcer le Competition Act afin d'éviter les monopoles et donner de véritables choix aux consommateurs ; prêter de l'argent aux provinces à un taux proche de zéro pour financer les programmes sociaux ; augmenter le seuil minimum nécessaire pour payer des impôts ; diminuer les impôts sur le revenu des plus pauvres et de la classe moyenne ; diminuer les taxes sur les petites entreprises ; simplifier la taxation ; augmenter les montants de base pour les pensions.

Parti vert : Faire fonctionner l'économie sur la base d'une taxation environnementale et du principe de précaution ; rejeter l'idée d'une croissance économique exponentielle soutenue ; rembourser progressivement la dette sans diminuer les dépenses dans les programmes essentiels ; investir 5 milliards pour mettre sur pied une brigade jeunesse offrant des services communautaires et environnementaux engageant 160 000 jeunes aux études pendant 4 ans ; favoriser le commerce équitable plutôt que le libre-échange et s'opposer aux accords du même type que l'ALENA ; encadrer davantage les entreprises canadiennes à l'étranger concernant l'environnement et les droits humains ; limiter les propriétés étrangères au Canada ; promouvoir une taxe sur les transactions financières ; nationaliser les ressources stratégiques ; éliminer les grosses subventions aux entreprises ; financer l'essor des coopératives ; remplacer l'utilisation du PIB par l'IRG ; renforcer les droits des travailleurs temporaires et non-syndiqués ; appuyer une loi anti-briseur de grève au fédéral ; augmenter le salaire minimum à 15\$ de l'heure ; interdire les stages non-rémunérés ; rétablir l'accès au système d'assurance-emploi pour les travailleurs saisonniers ; instaurer un congé annuel payé de trois semaines minimum ; réduire la semaine de travail à 35h ; augmenter les revenus des plus pauvres grâce à une taxe sur le carbone ; éliminer l'impôt sur les revenus inférieurs à 20 000\$; augmenter l'impôt des grandes compagnies et rétablir le taux d'imposition des entreprises de 2008 ; récupérer de l'argent dans les paradis fiscaux ; bonifier le Régime de pension du Canada et le Supplément de revenu garanti aux aînés ; annuler l'âge de la retraite obligatoire.

4. ÉDUCATION, SCIENCE, FAMILLE ET ENFANCE

Animal alliance environment voters : Garantir la gratuité scolaire complète à tous les niveaux.

Bloc québécois : Éviter les empiètements fédéraux sur les domaines de compétence provinciale ; défendre les droits de la communauté Lesbienne gai bisexuelle et transgenre.

Forces et démocratie : --

Nouveau parti démocratique : Créer un million de places en garderie au coût maximal de 15\$ par jour.

Parti action canadienne : Assurer le droit à une éducation de base gratuite pour tous ; remanier les droits parentaux pour éviter les décisions injustes concernant la garde d'enfants.

Parti communiste du Canada : Garantir la gratuité scolaire complète à tous les niveaux ; assurer l'accès à des services de garde gratuits ; légiférer pour reconnaître pleinement toutes les formes de familles liées à l'orientation sexuelle ; assurer à tous un accès au logement.

Parti conservateur : Éliminer tous les désavantages fiscaux pour les familles qui gardent leurs enfants à la maison ; favoriser la liberté de choix maximale pour les parents quant à la garde de leurs enfants ; soutenir fermement la Prestation universelle pour la garde d'enfants ; définir le mariage entre un homme et une femme et ramener cette question au parlement plutôt que devant les tribunaux ; donner de plus longs congés d'intérêts sur les prêts étudiants et donner plus de flexibilité aux remboursements ; diminuer la

bureaucratie concernant les recherches scientifiques en instaurant un guichet unique chargé d'étudier les projets ; miser sur les investissements privés pour financer la recherche et stimuler celle-ci par des mesures fiscales ; favoriser l'accès à la propriété grâce à des allègements fiscaux.

Parti de l'héritage chrétien : Préserver les familles pour mieux préserver la culture chrétienne du Canada ; donner 1000\$ par mois à toute famille dont un des parents demeure à la maison pour s'occuper des enfants jusqu'à 18ans ; favoriser et faciliter l'adoption comme solution face à l'avortement ; créer une commission royale chargée d'examiner les effets des familles du même sexe et donner à celle-ci la possibilité de suspendre cette législation ; encourager les écoles à promouvoir les valeurs familiales ; travailler à lier davantage les études post-secondaires au marché du travail ; accorder des prêts sans intérêts pour les étudiants post-secondaires pendant les dix ans qui suivent leur graduation.

Parti libéral : Envoyer aux familles une allocation canadienne mensuelle non-imposable pouvant atteindre 533\$; annuler les règles et règlements qui limitent la liberté de parole des scientifiques; créer le poste de directeur scientifique afin d'assurer l'accessibilité, la neutralité du gouvernement face aux scientifiques et la prise en compte de leurs travaux ; regrouper dans un portail central les travaux des scientifiques du gouvernement pour les rendre accessibles ; rétablir le formulaire long du recensement ; donner plus d'indépendance à Statistique Canada tout en lui donnant comme mandat de fournir une information plus large pour la prise de décisions des Canadiens.

Parti libertarien : Élimination des lois concernant l'éducation obligatoire ; de toute forme de régulation du système scolaire par le gouvernement ; de toute forme de taxe visant à financer les écoles ; de toute aide gouvernementale pour l'éducation.

Parti marijuana : --

Parti marxiste-léniniste : Tendre vers la gratuité scolaire à tous les niveaux.

Parti pirate : --

Parti pour la responsabilisation, la compétence et la transparence : Augmenter l'aide pour les familles avec de jeunes enfants ; travailler à standardiser les systèmes d'éducation des différentes provinces ; financer davantage les études post-secondaires des étudiants qui performant le mieux ; trancher la question du mariage de même sexe par référendum.

Parti progressiste : Abolir la dette des étudiants trop endettés après un nombre d'années déterminées dans la mesure où ils demeurent au Canada ; augmenter le financement gouvernemental des universités ; établir un programme de support économique pour les étudiants post-secondaires assurant l'accessibilité aux études.

Parti rhinocéros : --

Parti uni du Canada : Abolir les frais de scolarité à l'université tant que les étudiants obtiennent leur diplôme ; fournir un revenu minimum pour les étudiants de niveau post-secondaire.

Parti vert : Restaurer l'accord de 2005 pour instaurer un programme d'accès universel aux services de garde d'enfants au Canada ; offrir un crédit d'impôt de 1500\$ par enfant aux employeurs qui offrent une garderie en milieu de travail ; établir des programmes de dîners scolaires subventionnés ; soutenir la transition vers les logiciels libres au sein du réseau d'éducation ; accorder un prêt garanti à tous les étudiants jusqu'à concurrence de leurs frais de scolarité, sans égard au revenu parental ; augmenter les transferts fédéraux liés à l'éducation post-secondaire ; augmenter les bourses fédérales de 25% ; diminuer les taux d'intérêts sur les prêts étudiants et étirer le remboursement ; éliminer les crédits à incidence fiscale et le régime enregistré d'épargne-étude (REEE) pour leur aspect régressif ; créer un plan faisant en sorte que l'itinérance ne soit plus un problème d'ici 2019 incluant 20 000 nouveaux logements par année ; ajouter le droit à un logement abordable à la Charte canadienne des droits ; fournir des suppléments au loyer ou une allocation-logement pour 40 000 ménages à faible revenu de plus par année ; investir 250 millions par an pour la rénovation des habitations des personnes à faible revenu ; financer davantage les rénovations résidentielles écologiques ; reconnaître l'identité et l'expression de genre comme un droit de la personne et inclure les crimes haineux face à ce droit dans le Code criminel.

5. ENVIRONNEMENT, EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES ET TRANSPORT.

Animal alliance environment voters : Promouvoir le végétarisme et diminuer la production et consommation de viande ; transférer toutes les subventions concernant l'élevage animal aux agriculteurs faisant de l'agriculture biologique ; supprimer graduellement la mono-culture ; supprimer graduellement l'utilisation de fertilisant non-organique ; augmenter le nombre d'aires protégées ; élimination des pratiques de chasse et autres activités menaçant les animaux à l'état sauvage ; anti-spécisme et refus de prioriser le

développement économique au détriment du règne animal ; interdire tout élevage commercial des animaux ; supprimer les tests sur les animaux pour la recherche ou autre (cosmétiques...) ; supprimer progressivement la pêche sportive et commerciale ; renforcer les pouvoirs et le budget d'Environnement Canada ; adopter des mécanismes de prix autour du carbone ; arrêter l'exploitation des sables bitumineux de l'Alberta ; retirer toute forme de subventions aux énergies fossiles ; financer massivement les sources d'énergie alternatives ; imposer des tarifs sur les biens des pays qui n'ont pas ou peu de politiques environnementales.

Bloc québécois : Défendre la protection de l'environnement et le développement durable comme une valeur partagée par la nation québécoise ; favoriser la transition vers une économie sans pétrole et fondée sur les énergies renouvelables ; financer davantage la lutte contre l'érosion des berges du Saint-Laurent et demander au gouvernement fédéral de compenser les mesures québécoises déjà prises ; reconnaître la gravité du réchauffement de la planète et prendre des mesures en conséquence ; favoriser la souveraineté alimentaire en appuyant la gestion de l'offre, en clarifiant les règles d'étiquetage et en exigeant la réciprocité des normes ; demander une pleine juridiction du Québec sur l'exploitation des ressources qui touchent son territoire ; encadrer davantage le transport des matières dangereuses sur les chemins de fer ; développer une politique de transport en commun et de mobilité durable ; encourager l'électrification des transports.

Forces et démocratie : Favoriser le développement durable et l'équité intergénérationnelle.

Nouveau parti démocratique : Harmoniser protection de l'environnement et création d'emplois en investissant dans les technologies vertes ; renforcer les lois qui protègent les lacs et les rivières du Canada ; viser la baisse de la production de gaz à effet de serre en faisant payer les gros pollueurs ; stimuler la production d'énergie renouvelable ; créer 31 000 emplois dans un plan pour le transport en commun au sein des municipalités.

Parti action canadienne : Prioriser la protection de l'environnement sur la recherche du profit ; réinstaurer les lois environnementales abolies par le parti conservateur et renforcer celles qui existent ; éliminer les engrais qui coulent dans les voies d'eau ou les nappes phréatiques ; éliminer les pesticides qui posent des problèmes de santé aux humains ou qui sont un danger pour les insectes (abeilles) ou les animaux ; mettre l'accent sur la diminution des emballages et le recyclage pour diminuer la quantité de déchets ; assurer le droit à une eau saine pour tous et une meilleure gestion pour empêcher les vidanges dans nos cours d'eau ; obliger Santé Canada à faire une étude sérieuse sur les effets de la consommation de fluore dans l'eau ; s'opposer à tout accord commercial autorisant l'exploitation de l'eau, de la terre ou d'autres ressources naturelles sans l'accord explicite du peuple canadien ; empêcher la fracturation hydraulique ; limiter les extractions de sables bitumineux ; oeuvrer à l'élimination des combustibles fossiles ; soutenir davantage le développement des énergies vertes comme l'énergie solaire, éolienne, marémotrice ou autres.

Parti communiste : Prioriser l'environnement et les générations futures avant le profit économique ; résoudre les problèmes environnementaux grâce à une planification accrue de l'économie et une abolition du système capitaliste ; nationaliser toutes les ressources naturelles ; accroître la propriété collective des terres en agriculture ; s'opposer à la concentration de la propriété dans ce domaine ; nationaliser les principaux moyens de transport.

Parti conservateur : Trouver un équilibre entre la protection de l'environnement et la création d'emplois ; utiliser les crédits d'impôt pour encourager les pratiques environnementales ; abolir la loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce et donner plus de liberté aux pêcheurs ; soutenir l'industrie de la chasse aux phoques face aux campagnes internationales ; augmenter les amendes pour les déversements illégaux d'hydrocarbures et tenir criminellement responsables les armateurs ; promouvoir l'exploration et l'exploitation des ressources des eaux extracôtières tout en permettant des processus réglementaires indépendants ; favoriser l'essor des mines en réduisant la réglementation liée à cette industrie et en investissant dans la recherche ; favoriser une réduction des émissions vraiment internationale où les États-Unis et la Chine sont appelés à en faire davantage ; combattre la pollution du sol en donnant des avantages fiscaux aux entreprises pour qu'elles nettoient les sites contaminés ; confier au secteur privé le développement de sources d'énergie alternatives (autre que le pétrole et le nucléaire) et les encourager grâce à des crédits d'impôt ; s'opposer à tous les obstacles qui freinent le développement du commerce concernant l'énergie ; soutenir l'exploitation des combustibles fossiles et des industries connexes ; promouvoir les pipelines comme façon efficace et efficiente de transporter les combustibles fossiles tout en réglementant ceux-ci ; soutenir le développement de l'énergie nucléaire et des industries connexes ; rendre obligatoires les directives facultatives actuelles concernant la sécurité des bateaux.

Parti de l'héritage chrétien : Opposition à la propagande sur le réchauffement de la planète concentrer les dépenses et efforts sur d'autres problèmes environnementaux comme la pollution locale ; favoriser l'utilisation d'énergies renouvelables ; opposition à toute taxe environnementale ; assurer un financement adéquat des organismes gouvernementaux liés à la pêche afin de s'assurer d'un bon contrôle de cette activité ; établir un tonnage maximum pris dans les océans et implémenter un nombre total de prises permises pour remplacer la politique des quotas transférables actuels ; établir un organisme indépendant de lanceur d'alertes pour éviter les abus liés à la pêche ; favoriser les petits pêcheurs plutôt que les grandes industries ; limiter davantage le temps où l'industrie de la pêche peut procéder dans les océans.

Parti libéral : Favoriser et investir dans les énergies vertes et une meilleure surveillance pour s'attaquer aux problèmes environnementaux ; faire des pressions en faveur d'un accord continental sur l'environnement ; augmenter de 25 millions de dollars par an le financement des dépenses scientifiques dans les parcs nationaux et les protéger davantage des activités économiques ; faire passer l'étendue des zones marines protégées de 1.3 à 5% d'ici 2017 et à 10% d'ici 2020 ; investir 50 millions de dollars par année pour étendre le réseau de parcs nationaux et les aires protégées ; suspendre les frais d'entrée dans les parcs nationaux dès 2017 ; rétablir le financement de 40 millions de dollars destinés aux programmes de recherche et de surveillance océaniques supprimé par le gouvernement conservateur ; rétablir le financement de 1.5 million de dollars accordé à la recherche sur l'eau douce ; rétablir les mesures de protection des voies navigables et des eaux supprimées par le gouvernement conservateur après un examen complet ; travailler avec les provinces pour fixer des normes de qualité de l'air plus rigoureuses ; améliorer les normes d'efficacité énergétique s'appliquant aux produits commerciaux ; remplacer les modifications conservatrices aux évaluations environnementales par des processus plus neutres et approfondis qui comprennent les répercussions en amont et la production de gaz à effet de serre ; créer l'Obligation « verte » du Canada pour appuyer les projets liés aux énergies renouvelables ; investir 200 millions de dollars par an pour créer des stratégies sectorielles favorisant l'innovation et les technologies vertes. ; investir 100 millions de dollars dans les technologies vertes pour qu'elles s'attaquent aux problèmes environnementaux les plus pressants.

Parti libertarien : Abolition de toute règle gouvernementale concernant la pollution et les problèmes environnementaux qui ne concernent pas directement les nuisances envers la propriété d'autrui ; réduire les nuisances environnementales en encadrant la propriété de l'eau et de l'air ; privatiser l'entièreté des parcs de Parc Canada.

Parti marijuana : --

Parti marxiste-léniniste : --

Parti pirate : --

Parti pour la responsabilisation, la compétence et la transparence : Faire du Canada un pays d'avant-garde dans le combat contre le réchauffement de la planète ; éduquer davantage les citoyens concernant le recyclage ; bannir l'usage de courriers indésirables, le suremballage et les autres pratiques créant un surplus de déchets ; créer une stratégie nationale pour la préservation de l'eau.

Parti progressiste : Prendre davantage de mesures pour protéger l'environnement ; adhérer pleinement aux accords environnementaux ; supporter davantage les fermes familiales comme un modèle de petites entreprises et mettre un frein à la concentration des terres dans ce secteur.

Parti rhinocéros : --

Parti uni du Canada : Promouvoir le développement durable ; Investir davantage dans la protection des habitats et encadrer davantage les zones de pêche ; soutenir le moratoire de l'ONU sur le chalutage ; créer un fonds de 750 millions pour des emplois liés aux technologies vertes ; développer de nouvelles stratégies pour les arbres affectés, incluant les bio-carburants ; travailler à rouvrir le marché du bois avec les États-Unis tout en développant des marchés alternatifs ; créer un marché et une banque canadienne du carbone ; lier des frais à la pollution (10\$ par tonne d'émissions à effet de serre pour les quatre premières années, puis augmentation) pour financer des baisses de taxes écologiquement incitatives ; éliminer les dépenses gouvernementales qui concernent les énergies fossiles et l'énergie nucléaire ; maintenir le moratoire sur l'exploration pour le gaz naturel et le pétrole dans le fleuve Saint-Laurent ; offrir des baisses de taxes pour les compagnies oeuvrant dans le domaine des énergies renouvelables ; utiliser davantage les différents déchets pour créer de l'énergie ; investir davantage dans les fermes familiales ; encadrer l'industrie de la pêche pour qu'elle soit en harmonie avec le développement durable plutôt que le simple intérêt privé ; viser une cible de zéro-émission d'ici 2040 pour les automobiles individuelles ; financer un système fiable et abordable de train à haute vitesse reliant les différentes régions du Canada ; financer davantage les moyens de transport écologiques et les transports collectifs.

Parti vert : Adopter une économie axée sur la protection de l'environnement et les technologies vertes ; appuyer les accords environnementaux internationaux ; établir un budget annuel de 500 millions pour le réseau des parcs nationaux, fermer la porte au privé en leur sein et y rétablir le financement des projets scientifiques ; protéger 17% de nos terres et eaux intérieures et 10% des zones côtières d'ici 2020 ; interdire la chasse au phoque et à la baleine ; consacrer 40 millions de plus par an pour protéger les espèces en péril ; instaurer un système d'étiquetage vert sur les produits ; ajouter une taxe de recyclage au prix d'achat des objets électroniques ; imposer aux industries la responsabilité de tout le cycle de vie de leur produit ; interdire les traitements inhumains dans les élevages, l'utilisation des animaux pour la recherche et modifier le Code criminel pour les protéger davantage ; protéger les cours d'eau contre l'exploitation pétrolière et gazière ; empêcher le transport de déchets radioactifs sur ceux-ci ; créer un fonds canadien de 215 millions par année pour la bonne condition des cours d'eau ; protéger au moins la moitié des forêts boréales des coupes ; encadrer davantage les activités des mines ; interdire l'exploitation de l'uranium et de l'amiante ; s'engager à l'international pour une réduction canadienne de 30% des niveaux d'émission de 1990 d'ici 2030 et de 85% d'ici 2050, voire plus si d'autres pays s'y engagent ; financer massivement la rénovation des bâtiments afin de les rendre plus écologiques ; abolir toute subvention à l'industrie pétrolière, du charbon, du gaz et du méthane ; appliquer une taxe sur les émissions de carbone à tous les producteurs de combustibles fossiles ; viser l'élimination de l'énergie nucléaire et interdire l'exportation de matière nucléaire fissible ; instaurer un moratoire sur la fracturation horizontale ; diversifier les sources d'énergie renouvelable ; viser la production de 20% des besoins énergétiques du Canada par les éoliennes d'ici 2025 ; appliquer le principe du « pollueur-payeur » et instaurer une taxe sur les émissions carboniques ; financer et favoriser l'agriculture biologique ; limiter davantage la concentration de la propriété en agriculture ; interdire la semence et la promotion de nouvelles cultures d'OGM ; s'opposer au brevetage du vivant ; encadrer davantage l'industrie de la pêche et y éliminer des pratiques comme le chalutage ou l'aquaculture de saumon ; encadrer davantage l'industrie forestière ; donner des incitatifs fiscaux à l'achat d'un véhicule écologique et une remise d'échelle allant jusqu'à 5000\$; annuler les budgets prévus pour les projets d'élargissement d'autoroutes ou de ponts qui favorisent la voiture individuelle ; favoriser le développement du train pour le transport de marchandises et de passagers, construire des trains à grande vitesse et mieux encadrer leur sécurité ; rendre les équipements de cyclisme exempts de taxe et déductibles d'impôt ; augmenter le financement fédéral du transport en commun de manière importante et transférer 5 cents de plus de la taxe sur l'essence aux municipalités pour financer le transport écologique.

6. FRONTIÈRES, NATIONS ET IDENTITÉ.

Animal alliance environment voters : --

Bloc québécois : Reconnaître pleinement et protéger la culture nationale québécoise et ses valeurs fondamentales ; rejeter le multiculturalisme canadien et demander à ce que le Québec soit exclu de cette politique ; protéger le français comme unique langue publique commune au Québec comme une valeur de la nation québécoise ; dénoncer les attaques contre la loi 101 provenant de la Cour suprême et de divers groupes au Québec et au Canada ; défendre les droits des autochtones comme une valeur commune partagée par la nation québécoise ; favoriser les règlements de nations à nations par le biais de consultation et de collaboration ; reconnaître pleinement les langues et cultures amérindiennes ; négocier pour donner au gouvernement du Québec plus de pouvoirs et dénoncer toute ingérence dans les compétences provinciales ; défendre le principe d'indivisibilité du territoire québécois ; exiger du gouvernement fédéral qu'il rétablisse les pleins transferts indexés en matière de santé, d'éducation et de services sociaux ; revendiquer la juste part du Québec dans les contrats alloués par le gouvernement fédéral ; travailler à clarifier le flou existant dans la délimitation du territoire du Québec et exiger que le Canada cède les îles en litiges dans le nord et le contrôle de ses eaux territoriales ; promouvoir la souveraineté du Québec et des négociations justes en cas de référendum gagnant ; défendre le principe « 50% +1 » pour déterminer la volonté du peuple québécois envers la souveraineté ; reconnaître l'existence de la nation québécoise, ses différences et la liberté qu'elle a de choisir de son destin ; défendre la séparation de l'église et de l'État, ou la laïcité, comme une valeur partagée par la nation québécoise ; rejeter les signes religieux ostentatoires de la fonction publique.

Forces et démocratie : Protéger les réalités culturelles de chaque région lors d'élaboration de projets économiques et politiques ; promouvoir les intérêts sociaux, économiques et culturels des différentes régions du Québec à Ottawa ; s'opposer à la centralisation du pouvoir à Ottawa et promouvoir la décentralisation vers les régions.

Nouveau parti démocratique : --

Parti action canadienne : Contrôler davantage la quantité d'immigrants que le Canada reçoit ; instaurer une période de probation de 5 ans pour qu'un immigrant reçoive sa citoyenneté ; déporter tout immigrant qui commet un crime pendant ses cinq premières années au Canada ; suspendre les programmes pour les travailleurs temporaires et rediriger cet argent dans des organismes chargés de créer des emplois pour les Canadiens ; assurer le droit de voyager sans entrave ; protéger une liberté religieuse complète dans le respect de la constitution.

Parti communiste : Éliminer les privilèges liés à l'immigration des investisseurs ; formuler une charte des droits des immigrants pour mieux les protéger ; prioriser les réfugiés dans les politiques d'immigration ; respecter et promouvoir la diversité culturelle ; reconnaître le droit à l'auto-détermination de toute nation au sein du Canada (sous la forme d'une plus grande autonomie) ou à l'extérieur du Canada ; accorder un droit de véto des nations amérindiennes sur les lois adoptées par le gouvernement ; accorder un traitement préférentiel aux nations amérindiennes concernant la santé, l'éducation, le logement et le développement économique afin de réparer les injustices du passé ; protéger et étendre des droits des nations amérindiennes au sein d'une nouvelle constitution incluant le droit à l'auto-détermination, le droit de consentir ou non aux changements constitutionnels et le droit à un meilleur développement socio-économique ; s'opposer au nationalisme et au chauvinisme ; assurer une séparation stricte de l'église et de l'État.

Parti conservateur : Diminuer les frais d'établissement des nouveaux immigrants ; faciliter l'immigration des travailleurs qualifiés liés au marché du travail tout en acceptant des réfugiés et d'autres immigrants bien encadrés ; assurer que les travailleurs temporaires ont les mêmes protections que les Canadiens ; reconnaître et favoriser le multiculturalisme canadien ; encourager les dons des particuliers par des mesures fiscales dans les domaines artistiques ; imposer une reddition de comptes, la transparence et la viabilité aux artistes qui retirent de l'aide du gouvernement ; soutenir la *Loi sur les langues officielles* assurant que l'anglais et le français ont une égalité de statut ; attribuer des prêts avantageux pour le logement privé et les entreprises autochtones ; affirmer la primauté de la *Loi constitutionnelle* et de la Charte sur les droits autochtones ; assurer la vérification des dépenses des gouvernements et organismes autochtones par le vérificateur général ; remplacer la Loi sur les Indiens par un nouveau cadre législatif transférant l'entière responsabilité législative à l'égard de leurs propres affaires aux premières nations ; ne pas négocier sur des revendications territoriales lorsque la primauté du droit n'est pas respectée ; transférer les titres fonciers des réserves de l'État fédéral aux Premières nations qui le souhaitent ; éliminer les barrières commerciales entre les provinces ; tendre vers l'uniformisation de la reconnaissance des compétences professionnelles entre provinces ; réformer la fédération pour consolider la position du Québec qui n'a pas accepté la constitution et en intégrant davantage les provinces de l'Ouest.

Parti de l'héritage chrétien : Valoriser l'héritage chrétien du Canada ; reconnaître que l'immigration est utilisée présentement comme une forme de jihad visant à détruire la culture judéo-chrétienne ; impliquer des groupes religieux dans l'encadrement des réfugiés ; obliger les réfugiés à prouver leur loyauté envers le Canada par une contribution sociale dans leur cinq premières années afin d'obtenir leur citoyenneté ; obliger les réfugiés aux motifs questionnables à avoir un sponsor ; augmenter les ressources destinées à filtrer les immigrants ; déporter tout immigrant lié à des pratiques qui vont à l'encontre de la constitution canadienne et de la culture canadienne ; instaurer un moratoire sur l'immigration provenant des pays musulmans ; refuser l'immigration de toute personne liée à une idéologie pouvant poser une menace à la société canadienne ; financer les infrastructures artistiques pour les rendre accessibles en cessant de financer des artistes particuliers ; intervenir pour limiter ou interdire les formes d'art qui contreviennent à la moralité publique ; réduire les budgets de l'Office national du film et limiter son rôle à de l'archivage ; assurer un taux uniforme de dépenses dans les services par habitant dans toutes les provinces par le gouvernement fédéral, mais en laissant les provinces décider des politiques à adopter ; respecter davantage la division des pouvoirs dans la fédération canadienne.

Parti libéral : Éliminer l'exigence en termes de visa pour les Mexicains et faciliter la circulation des personnes entre pays en général ; financer davantage les services essentiels des communautés amérindiennes et éliminer le plafonnement à 2% du financement des programmes ; organiser une réunion annuelle entre le premier ministre et les représentants autochtones ; mettre en œuvre les recommandations de la Commission vérité et réconciliation et la Déclaration sur les droits des peuples autochtones de l'ONU ; lancer une enquête publique nationale sur les disparitions et assassinats de femmes amérindiennes et prendre des mesures réparatrices ; allouer plus de fonds à la protection des langues et cultures amérindiennes ; abroger les dispositions de la loi électorale qui compliquent le droit de vote des Amérindiens.

Parti libertarien : Abolir toute restriction concernant l'immigration ou l'émigration ; abolir toute aide gouvernementale aux immigrants ; abolir la loi sur les langues officielles ; abolir tout ministère concernant les affaires amérindiennes ; accorder la pleine nationalité canadienne à tout Amérindien en faisant la demande et abolition de la loi des Indiens ; mettre fin à toute aide gouvernementale destinée aux nations amérindiennes en échange d'un transfert de territoires ; restreindre le pouvoir du gouvernement fédéral de désavouer une législation provinciale ; protéger une liberté de religion complète dans le respect de la constitution ; s'opposer à la taxation des propriétés religieuses ; assurer une séparation stricte de l'église et de l'État.

Parti marijuana : --

Parti marxiste-léniniste : Assurer la reconnaissance constitutionnelle de l'égalité de toutes les langues et cultures et mise en place de conditions favorisant leur épanouissement ; redressement des injustices du passé concernant les Amérindiens par le versement d'indemnités ; rétablissement immédiat des droits ancestraux des peuples autochtones ; assurer la reconnaissance constitutionnelle du droit du Québec à l'autodétermination

Parti pirate : Assurer la gratuité et l'accessibilité de la culture ; participer à la création d'une culture mondiale libre en libérant l'échange de contenus ; renforcer la liberté d'expression des artistes et rendre plus difficiles les poursuites à leur égard.

Parti pour la responsabilisation, la compétence et la transparence : Reconnaître que les lois actuelles ne règlent pas les problèmes auxquels sont confrontées les communautés amérindiennes et rouvrir les négociations avec le gouvernement fédéral sur l'ensemble des enjeux.

Parti progressiste : Réinstaurer l'accord de Kelwona abandonné par le gouvernement conservateur impliquant des investissements de plus de 5 milliards dans les communautés amérindiennes ; favoriser un système fédéral composé de gouvernements provinciaux forts.

Parti rhinocéros : --

Parti uni du Canada : Augmenter les fonds dédiés à l'art et la culture ; financer davantage les musées ; réinstaurer l'accord de Kelwona abandonné par le gouvernement conservateur impliquant des investissements de plus de 5 milliards dans les communautés amérindiennes.

Parti vert : Renforcer les droits des néo-Canadiens ; renverser les politiques du gouvernement conservateur qui visent à empêcher la réunification des familles ; inclure les réfugiés de l'environnement comme nouvelle catégorie de réfugiés ; permettre aux objecteurs de conscience et aux gens qui ont quitté le service militaire dans leur pays de demeurer au Canada ; mettre fin au programme de travailleurs étrangers temporaires et augmenter l'immigration dans les secteurs de pénurie ; créer un ministère fédéral du Tourisme séparé pour coordonner et développer principalement l'écotourisme ; augmenter les subventions versées à toutes les organisations artistiques et culturelles ; protéger l'identité culturelle du Canada lors des négociations d'accords de libre-échange ; augmenter et réserver un % fixe des budgets en art pour l'art communautaire ; obliger 20% de contenu canadien dans les grands clubs vidéo ; offrir des allègements fiscaux et des incitatifs aux artistes ; débloquer des fonds pour mettre en œuvre les accords déjà négociés, dont l'investissement de 5.1 milliards de l'Accord de Kelwona ; faire la promotion des cultures et des langues amérindiennes et soutenir l'enseignement dans les différentes langues ; financer davantage le système d'éducation des Premières Nations ; ouvrir une enquête complète sur les femmes autochtones disparues ou assassinées ; reconnaître le droit à l'autonomie des peuples autochtones ainsi que leurs autres droits fondamentaux ; faire la promotion d'un transfert de taxe fédéral-provincial afin de réduire le déséquilibre fiscal ; reconnaître la place distincte du Québec au sein du Canada et respecter son droit de se désengager des programmes sociaux fédéraux tout en recevant une compensation ; soutenir le représentant du Québec à l'UNESCO ; reconnaître le droit du peuple québécois à s'autodéterminer de façon libre et démocratique par le biais d'un vote majoritaire clair au Québec sur une question claire en faveur de la sécession.

7. JUSTICE ET DROITS FONDAMENTAUX

Animal alliance environment voters : --

Bloc québécois : Défendre le respect des droits fondamentaux comme une valeur commune de la nation québécoise ; rechercher l'équilibre entre liberté et sécurité ; reconnaître que le gouvernement du Québec et son parlement ont toute la légitimité dans la demande du rapatriement des données du registre des armes à feu ; donner une plus grande discrétion judiciaire aux tribunaux concernant la réhabilitation et la prévention ; travailler à la défense du système québécois en matière de protection de la jeunesse et en matière de

justice pénale pour adolescents ; augmenter le soutien aux parents et conjoints de victimes d'actes criminels avec un soutien financier allant jusqu'à 52 semaines en cas d'incapacité de reprendre le travail ; protéger l'égalité homme-femme comme une valeur partagée par la nation québécoise ; rejeter tout accommodement culturel qui aurait pour effet de nuire aux femmes.

Forces et démocratie : --

Nouveau parti démocratique : --

Parti action canadienne : Protéger davantage les Canadiens contre toute forme de discrimination concernant la race, le genre, l'origine nationale, l'orientation sexuelle, le groupe ethnique, la religion ou les handicaps ; protéger davantage la liberté d'association, d'expression, de mouvement, etc. ; opposition à la loi 51 en tant qu'infraction envers des principes démocratiques de base pour combattre le terrorisme ; augmenter les pénalités pour les policiers coupables de brutalité policière ; instaurer des lois tenant les officiers comme pleinement responsables de la violation de tout droit constitutionnel en lien avec leurs ordres ; restreindre l'emploi des équipes spéciales de la police « SWAT » pour des cas exceptionnels ; introduire de nouvelles lois visant à garder les prisonniers plus actifs afin de réparer leurs crimes ; opposition à toute forme de privatisation des prisons ; travailler à rendre les prisons actuelles plus efficaces plutôt que de créer des méga-centres de détention ; conditionner la sortie de prison aux réparations faites aux victimes ; protéger davantage le droit à la vie privée.

Parti communiste : Faire de l'éradication des inégalités de genre un des objectifs principaux du gouvernement ; garantir des droits reproductifs complets et le droit à l'avortement ; renforcer les lois qui concernent l'équité salariale ; combattre le racisme et le sexisme en s'attaquant à leurs racines économiques ; garantir une complète liberté d'expression dans une nouvelle constitution ; opposition à la loi 51 en tant qu'infraction envers des principes démocratiques de base pour combattre le terrorisme ; démanteler le Service canadien de renseignement de sécurité.

Parti conservateur : Assurer l'indépendance de l'appareil judiciaire ; faire ratifier les nominations à la Cour suprême par un vote libre au parlement ; reconnaître la légitimité de la propriété privée d'armes à feu tout en contrôlant par des programmes leur circulation ; ajouter des peines additionnelles lorsque les violences contre une femme enceinte ont des effets sur l'enfant ; allouer plus de ressources contre le trafic humain et la recherche des personnes disparues ; alourdir les peines contre les contrevenants dangereux (prison à vie), c'est-à-dire pour toute deuxième infraction liée au trafic de drogue, acte de terrorisme, infraction violente grave ou d'une infraction liée au crime organisé ; financer davantage les mesures pour prévenir l'harcèlement par Internet et mieux contrôler ce média ; baisser l'âge de la protection pour la possession de pornographie juvénile à 16 ans ; créer un enregistrement de l'ensemble des prédateurs sexuels et des contrevenants dangereux ; éliminer la libération d'office ainsi que la possibilité de libération conditionnelle avant 25 ans pour les condamnés à la prison à vie ; juger les contrevenants violents ou les récidivistes de 14 ans et plus comme des adultes ; modifier le Code criminel pour y inclure les communications numériques harassantes ; modifier le Code criminel pour renverser le fardeau de la preuve dans le cas du crime organisé ; renforcer les lois et augmenter le financement de la lutte contre le crime organisé ; offrir des possibilités de revenu pour les détenus et les institutions carcérales afin d'alléger leurs coûts ; faire purger les peines de manière consécutive, plutôt que simultanée, pour les personnes qui ont commis des crimes graves ; assurer une indemnisation complète pour toute personne privée de ses droits de propriété par le gouvernement fédéral ; demander l'accord des provinces pour modifier la Constitution et y intégrer les droits de propriété ; permettre au titulaire d'un brevet de rattraper en protection le temps perdu par la procédure d'approbation gouvernementale ; protéger la durée de 20 ans des brevets pharmaceutiques ; s'opposer à toute forme de légalisation de la prostitution ; promouvoir l'adoption d'une charte du droit des victimes favorisant ceux-ci ; créer un nouvel organisme de renseignement national et continuer à augmenter la collecte de renseignements.

Parti de l'héritage chrétien : Assurer la possibilité pour chaque Canadien de posséder une arme pour sa protection et encourager cette option ; encadrer la possession d'armes par des cours et un permis efficaces et conserver la possibilité de révoquer un permis en tout temps ; défendre la Charte des droits contre les incursions du gouvernement ; augmenter la détention des personnes dont l'identité est questionnable ou qui pourrait être une menace pour la sécurité ; augmenter la sévérité des sentences pour les actes criminels ; éliminer les crédits de temps ou les sentences partielles effectuées ; réformer le « Young offenders acts » pour éviter que des jeunes soient utilisés par des adultes afin de commettre des actes illégaux ; continuer à utiliser les certificats de sécurité pour détenir des terroristes potentiels ; reconsidérer la peine de mort pour les crimes haineux ; introduire une meilleure protection de la propriété privée (Charte des droits) contre les positions socialistes ; réorienter les peines vers la réparation des torts faits aux victimes.

Parti libéral : Intégrer l'analyse comparative entre les sexes dans le processus décisionnel du cabinet et des ministres fédéraux.

Parti libertarien : Rejet de toute loi limitant l'accès à l'information ; assurer le droit de posséder des armes sans restriction et augmentation de pénalités liées aux crimes qui peuvent en dériver ; amender la charte des droits pour garantir davantage la protection des individus contre le pouvoir des gouvernements ou des fraudeurs ; abolir toute forme de crime sans victime et amnistie des gens condamnés pour ces crimes (drogue, prostitution, etc.) ; rejet de toute forme de droit collectif ; rejet de toute loi limitant la liberté d'association, la liberté contractuelle et la liberté d'expression ; abolir toute loi donnant à la police des pouvoirs exceptionnels ou permettant d'établir la loi martiale ; limiter les fonctions du gouvernement à la protection face aux criminels, la protection face aux invasions étrangères et l'arbitrage des conflits entre individus ; assurer que chacun a le droit fondamental de propriété sur son corps et sa vie, ce droit étant la source de tous les autres, dont le droit de propriété en général qui ne doit jamais être limité ; rejet de toute loi limitant la propriété du sol comme les expropriations, le zonage gouvernemental, la planification régionale, etc. ; abolir toute loi limitant les échanges sexuels de types commerciaux entre adultes consentants ; réorienter le système de justice vers la restitution des coupables aux victimes ; rejet de toute forme de surveillance des citoyens par le gouvernement.

Parti marijuana : Légaliser la marijuana.

Parti marxiste-léniniste : --

Parti pirate : Adopter le principe du gouvernement ouvert impliquant un accès le plus complet possible à toute information gouvernementale afin d'éviter les erreurs, la corruption et la négligence ; digitaliser l'information du gouvernement pour un meilleur accès ; éliminer les coûts liés aux demandes d'accès à l'information ; considérer le droit de choisir son identité, son nom et son apparence comme inaliénable ; introduire une législation protégeant davantage les lanceurs d'alertes pour mieux combattre la corruption et les mauvaises pratiques des gouvernements ; protéger davantage la liberté d'expression ; empêcher toute atteinte à la vie privée dont la surveillance gouvernementale ; renforcer les pouvoirs du commissaire à la vie privée ; opposition à toute forme de traitement spécial pour les crimes liés au terrorisme ; opposition à la création de lois anti-terroristes pour museler les dissidents ; créer une licence « gouvernement ouvert » ; diminuer la durée et l'étendue de la propriété intellectuelle ; éliminer les brevets sur les gènes, les organismes, les logiciels et les modèles d'entreprise ; opposition à toute mesure législative protégeant les DRM (digital rights management) ; permettre toute utilisation non-commerciale de l'œuvre d'une autre personne ; permettre aux créateurs de dédier explicitement un contenu au domaine public ; réduire les brevets à 5 ans avec des plus hauts standards d'originalité ; réduire les droits d'auteurs à 10 ans après la date de publication ;

Parti pour la responsabilisation, la compétence et la transparence : Rendre accessibles en ligne toutes les informations du gouvernement ; trancher la question de la légalisation de la marijuana par référendum ; moderniser le Code criminel pour rendre les services liés à Internet plus fiables et exempts de fraude ; trancher la question de la peine de mort par référendum ; trancher la question de la légalisation de la prostitution par référendum.

Parti progressiste : Investir davantage dans la prévention pour combattre la criminalité ; faire de la lutte contre la pauvreté le fondement de la lutte contre le terrorisme.

Parti rhinocéros : --

Parti uni du Canada : Assurer la transparence complète du gouvernement par une législation assurant la liberté d'information, à moins d'informations sur la vie privée d'un individu ; décriminaliser la simple possession de moins d'une once de marijuana et assurer le pardon pour ce type d'offense ; protéger davantage la liberté d'association et d'expression ; allouer davantage de ressources à des centres de santé mentale plutôt qu'aux prisons en tant que telles ; mettre davantage l'accent sur la réhabilitation grâce à l'éducation et la réinsertion sociale ; éliminer les crédits de temps dans les prisons ; réformer le système carcéral pour que les criminels dangereux soient insérés dans un processus de réhabilitation plus strict ; s'assurer que les prisonniers travaillent et qu'une partie de leur salaire va dans un fond de réparation des victimes ; s'assurer que les sentences à vie soient réellement « pour la vie » ; protéger davantage le droit à l'avortement.

Parti vert : Donner un accès complet à l'information gouvernementale sauf pour les questions de vie privée, de sécurité et de préoccupations d'ordre juridique ; créer un programme d'aide juridique pan-canadien bien financé ; légaliser la marijuana, réglementer sa production et sa vente et créer une taxe sur marijuana semblable à celle sur le tabac ; augmenter les fonds destinés aux centres de désintoxication et d'injection supervisés ; promouvoir et favoriser la négociation collective à titre de droit de la personne ;

interdire l'intimidation juridique des entreprises en raison de pertes ; amender la Charte canadienne des droits pour y inclure le droit des générations futures à un air respirable et de l'eau potable ; rétablir le mérite comme critère de sélection des juges, et assurer leur sélection par des comités de révision équilibrés ; rétablir la liberté d'expression complète des scientifiques ; abroger toutes les lois qui créent des peines minimales obligatoires ; alourdir les peines pour violence familiale ; augmenter la sévérité des peines pour les crimes économiques ; créer un service canadien de la criminalité liée aux valeurs mobilières ; amender la Loi antiterroriste et la Loi sur la sécurité publique pour exiger que toutes les personnes détenues soient formellement accusées après un laps de temps raisonnable ; combattre le terrorisme par la prévention grâce à des programmes contre la radicalisation et la collecte de renseignement avec des organismes bien financés qui respectent les droits fondamentaux ; s'opposer à toute tentative de privatisation des prisons ; augmenter les ressources pour protéger les travailleurs du sexe et fournir une aide financière à celles qui veulent se trouver un autre type d'emploi ; rétablir dans les lois le principe de « travail égal, salaire égal ».

8. SANTÉ ET ACTIVITÉ PHYSIQUE

Animal alliance environment voters : Augmenter le financement pour la prévention en santé ;

Bloc québécois : S'opposer à la réouverture du débat sur l'avortement ; travailler à la décriminalisation de l'aide médicale à mourir dans la dignité ; appuyer la mise en place d'équipes nationales de sport représentant le Québec dans les compétitions internationales ;

Forces et démocratie : --

Nouveau parti démocratique : Annuler les compressions massives du Parti Conservateur en santé ; collaborer avec les provinces pour améliorer les soins de première ligne et pour faciliter l'accès aux soins de longue durée.

Parti action canadienne : Assurer l'accès à des soins de base gratuits pour tous en santé.

Parti communiste : Assurer l'accès de tous les Canadiens à un système de santé universel et gratuit.

Parti conservateur : Légiférer pour une Loi nationale sur l'invalidité pour aider davantage ceux-ci ; ne pas soutenir de mesure législative visant à légaliser l'euthanasie ou le suicide assisté ; ne pas adopter de lois visant à régir l'avortement ; donner de la souplesse aux provinces concernant la part de public et de privé dans leur système de santé tout en garantissant un accès de base gratuit.

Parti de l'héritage chrétien : Considérer la vie humaine est un don de Dieu qui doit être protégé ; éliminer tout fond public destiné à l'avortement, promouvoir l'adoption et garantir des droits au fœtus ; financer davantage la promotion d'un bon mode de vie ; s'opposer à toute forme de suicide assisté et s'assurer de bons soins palliatifs ; encourager une transformation importante de la façon dont les hôpitaux sont conçus ; ntéger davantage le secteur privé au sein du système de santé canadien ; payer la scolarité des docteurs qui acceptent de travailler en zone rurale.

Parti libéral : --

Parti libertarien : Opposition à l'information gouvernementale concernant la santé sexuelle et la distribution de préservatifs ; abolition de toute aide gouvernementale aux centres concernant les problèmes mentaux ; abolition de toute loi permettant de retenir une personne dans un centre quelconque contre son gré pour des raisons de santé mentale ; abolition de toute forme d'encadrement du système de santé outre le droit de chacun de s'engager dans des relations contractuelles ; reconnaître et respecter les compétences provinciales concernant le système de santé.

Parti marijuana : --

Parti marxiste-léniniste : --

Parti pirate : Réallouer les fonds sauvés pour les soins grâce à la réforme des brevets à la recherche pharmaceutique publique et ouverte.

Parti pour la responsabilisation, la compétence et la transparence : Investir en éducation pour former plus de médecins et d'infirmières et ouvrir plus de places à cet effet dans les universités ; travailler à standardiser les systèmes de santé dans les différentes provinces afin que les Canadiens soient égaux devant ce service.

Parti progressiste : Promouvoir un système de santé mixte assurant une couverture de base gratuite pour tous, mais intégrant des éléments du secteur privé.

Parti rhinocéros : --

Parti uni du Canada : Renforcer les contraintes liées à la qualité de la viande ; augmenter le nombre d'inspecteurs de l'Agence d'inspection des aliments ; donner une plus grande autorité à Santé Canada et au ministre responsable de la santé pour pouvoir inspecter ou retirer certains produits liés à des problèmes de

Santé ; inspecter davantage les produits importés en lien avec la santé ; promouvoir le sport et l'exercice comme aspects importants de la santé publique et augmenter le financement du sport communautaire ; se servir de larges événements (comme des jeux olympiques) pour promouvoir l'activité sportive ; augmenter l'accès au système de santé des personnes souffrant d'anxiété et de dépression ; créer un régime universel d'assurance médicament équitable conjointement avec les provinces ; financer davantage et promouvoir un système de santé entièrement public et gratuit ; inclure les soins dentaires au système universel de santé.

Parti vert : S'opposer à toute remise en cause du droit à l'avortement ; interdire le clonage humain à des fins de procréation ; instaurer une taxe nationale sur la malbouffe ; étiqueter le sodium, le sucre et les gras trans sur les produits alimentaires ; faire interdire l'utilisation de nanomatériaux dans tous les produits alimentaires et rendre obligatoire leur étiquetage quand ils sont dans d'autres produits ; imposer une redevance aux fabricants de boissons sucrées ; modifier le mandat de l'Agence canadienne d'inspection des aliments en cessant de faire de la promotion pour les entreprises canadiennes et en concentrant ses objectifs sur l'inspection et la surveillance des aliments ; rendre obligatoire l'étiquetage de tous les aliments ou ingrédients alimentaires issus du génie génétique ; réglementer davantage les aliments en certifiant plus difficilement le caractère biologique et en légiférant sur la quantité de gras trans dans les aliments ; établir le budget minimum pour la promotion de la santé à 1.5% du budget fédéral de la santé ; investir massivement dans la prévention en santé, dont 500 millions sur cinq ans contre l'obésité ; instaurer une taxe sur les substances toxiques très élevées et mettre fin à leur production et leur utilisation d'ici 2020 ; mettre fin à l'utilisation des pesticides par l'industrie cosmétique d'ici 2016 ; augmenter les transferts aux provinces concernant la santé mentale ; appuyer les amendements au Code criminel pour permettre le suicide assisté dans des cas limités ; élargir la couverture universelle des soins de santé pour qu'elle comprenne aussi les soins dentaires préventifs ; éliminer complètement le système de santé à deux vitesses et empêcher tout recours au privé ; interdire toute publicité sur les médicaments ; ouvrir une enquête sur l'augmentation de coûts des médicaments ; s'opposer à tous les niveaux à un système de santé privatisé et à but lucratif.